

<http://pierre-alainmillet.fr/Encore-un-drame-le-mal-logement-est-une-realite-massive>



Encore un drame, le mal logement est une réalité massive, partoutâ€¦!

- Logement -



Date de mise en ligne : mardi 21 octobre 2025

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Quatre morts dans une cave de la Part-Dieu, encore un drame qui met en lumière une réalité terrible, un mal logement massif avec des milliers de personnes dans l'urgence de trouver un abri, quel qu'il soit, même une cave, un recoin au fonds d'une cour, palier dans des comblesâ€¦

Tout le monde connaît les chiffres. Chaque année, la fondation pour le logement des défavorisés publie son rapport et ce début 2025, son directeur, Christophe Robert les présentait de manière très républicaine, mais les chiffres comme les commentaires en ligne étaient accusateurs :

- 735 morts de personnes à la rue ou sans chez soi en 2023, un sinistre record depuis 12 ans.
- 350 000 personnes sans domicile, en hausse depuis les dernières estimations à 330 000 en 2023, 300 000 en 2020, 143 000 en 2012. Sans compter les 590 000 personnes hébergées chez des tiers (hors parents) en 2020 contre 510 000 en 2013.
- 2,7 millions de demandeurs de logement social mi-2024, un record, contre 2,1 millions en 2017.
- 82 000 logements sociaux financés en 2023, environ 84 000 en 2024, contre 124 000 en 2016.
- Une baisse de l'offre locative sociale disponible : de 500 000 logements sociaux attribués chaque année entre 2015 et 2017, à 393 000 en 2023 (- 6 % en un an, - 19 % depuis 2016).
- 19 023 expulsions locatives avec le concours de la force publique en 2023, un record historique, + 17 % en un an.
- 1 484 expulsions de lieux de vie informels entre novembre 2023 et novembre 2024 (+ 34 % en un an).
- 30 % des ménages ont eu froid dans leur logement en 2024, contre 14 % en 2020.
- 11,2 millions de personnes en situation de pauvreté monétaire en France, 600 000 de plus entre 2017 et 2022.
- 259 000 logements mis en chantier en 2024, contre 435 000 en 2017.

Il faut toujours regarder tous les aspects du mal logement, les plus insupportables comme ces morts dans la rue, ou dans un drame des squatts, les personnes à la rue, mais aussi les conditions dégradées de logement pour beaucoup, les files d'attente désespérantes des demandes, et l'insuffisance criante des constructions.

C'est essentiel car face aux drames, le risque le plus grave serait de diviser, de prioriser, de dire à ceux qui sont mal logés qu'ils ont déjà la chance d'avoir un toit, de mettre des moyens d'urgence pour quelques situations les plus graves en laissant se dégrader tout ce qui est autour jusqu'au prochain drame.

L'urgence c'est d'unir les sans logements, les mal logés, les demandeurs, les locataires [pour défendre partout le droit au logement](#). C'est la première leçon à tirer de ce drame dans un quartier de centre villeâ€¦

Car on considère presque comme logique, « normale », la survenue de drames dans des quartiers dits défavorisés... Le drame du chemin des Balmes à Vaux-en-Velin, celui de l'avenue Thorez à Vénissieux. On sait que ce sont des

quartiers qui cumulent les difficultés et où se retrouvent tant de migrants sans droits, tant de travailleurs pauvres que l'injustice de leurs conditions de vie semble inscrite dans l'histoire urbaine. Cela fait quarante ans qu'on parle d'une « politique de la ville » censée réduire les inégalités territoriales...

Mais ce drame à la Part-Dieu, chez un bailleur qui logeait historiquement des cheminots, semble plus inacceptable. Car ce n'est pas une tour de quartier prioritaire où l'on suppose que les inactifs et les « cas sociaux » sont majoritaires. On n'est pas loin de la gare, à côté du plus grand centre commercial de l'agglomération, de la tour Suisse, de la tour Incity â€” pas des tours des Minguettes â€”, entre les halles Bocuse et l'auditorium que fréquentent les plus aisés, dans le centre « moderne » de Lyon, un quartier où le revenu médian est supérieur à la moyenne lyonnaise...

Et pourtant, le mal-logement et ses drames sont aussi présents ici, car ils sont partout : partout où des gens survivent avec les minima sociaux, dans la précarité généralisée du travail à temps partiel, en autoentreprise, comme ces livreurs à vélo que des consommateurs irresponsables utilisent sans s'interroger sur un modèle économique reposant sur un semi-esclavage...

J'ai souvent alerté, lors de réunions sur l'habitat métropolitain, sur cette réalité que j'estime massive : les squats de tout type, dans les parties communes comme dans les logements, les occupations sans droit ni titre, la marchandisation de la misère, l'habitat indigne invisible. C'était le premier point de mon intervention sur le projet de « PPGID » (Plan partenarial de gestion de la demande de logement), qui organise l'action métropolitaine et qui, à mon avis, prend insuffisamment en compte cette réalité.

Le pire, dans cette situation, serait de se renvoyer la balle : mais que fait le bailleur ? Que fait la ville ? Que fait la métropole ? Que fait la préfecture ? Que fait l'État ? Et ajoutons : que font les citoyens ? Je pense tout particulièrement au bailleur que ce drame bouscule, alors qu'il fait face, comme tous les bailleurs, à cette crise du mal-logement, résultat de politiques publiques successives, de gauche comme de droite, qui ont toujours affaibli le modèle français du logement social, et donc les bailleurs.

Presque tous les bailleurs subissent cette pression des squats, des occupations illicites, de la marchandisation parfois criminelle des marchands de sommeil, de ceux qui organisent les squats, ainsi que la pression des milliers de personnes cherchant désespérément un abri. Leurs agents, leurs gardiens, leurs gestionnaires de sites, leurs conseillers sociaux font face, tentent de prévenir, de réparer, d'accompagner. Mais la violence de la rue est trop forte, et les moyens financiers des bailleurs ne suivent pas : ils sont presque tous dans le rouge depuis 2023 !

Ce nouveau drame peut-il provoquer un réveil ? J'en doute. Dans notre société médiatique, tout passe. Et personne n'attend grand-chose d'un gouvernement et d'un Parlement aux abois, tout entiers consacrés à leur survie, à la prochaine élection, à cette vie « politique médiatique » qu'une majorité de Français rejettent désormais.

Restent les militants du droit au logement, les élus de terrain, les maires confrontés à ces drames. Malheureusement, la période électorale interdit pratiquement toute démarche citoyenne... Il faudrait pourtant réunir toutes les forces utiles pour défendre le droit au logement, le droit à une vie digne.